

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.
Télex: PRENO A 211 628 F.

Édité par la SPN
(Société de presse nouvelle)

Directeur de la publication: Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire: 4E722
Imprimé par Rotographie.

rouge

MARDI
31 AOUT 1976

Belgique 15 FB
Grèce : 20 drach
Italie : 300 lires
Portugal : 15 esc
Suède : 2,25 Ks.
Suisse 1 FS

Les dollars-Lockheed LES POTS-DE-VIN FONT TACHE D'HUILE

L'Italie, la Grande-Bretagne, les Pays-bas,
l'Espagne, l'Allemagne sont « touchés »

Le spectre de Lockheed hante les milieux politiques capitalistes. Depuis la publication du rapport de la Commission Church aux USA en février dernier, la liste des pays où des personnalités politiques auraient bénéficié des largesses de la multinationale américaine s'allonge. L'Italie, le Japon, la Hollande sûrement ; l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Espagne sans doute. Et comme il vaut mieux s'adresser au bon dieu qu'à ses saints, le verse-deniers de la Lockheed n'a pas lésiné : un premier ministre au Japon, un ministre des Affaires étrangères en Italie, un Prince consort en Hollande, des dizaines d'hommes politiques et d'industriels de par le monde.

Il a ainsi distribué plusieurs dizaines de millions de dollars pour ouvrir les marchés aux Orion P3 et autres Starfighters. L'importance des « commissions » donne la mesure des bénéficiaires : un million de dollars versé au Prince Bernhard a fourni un marché de 200 millions de dollars à la Lockheed. Faites le calcul vous-mêmes !

Cette débauche de pots-de-vin ne doit pas surprendre : c'est une vieille pratique dans un système où tout est à vendre, même — et surtout ? — les hommes les plus hauts placés. C'est son étalement sur la place publique qui est nouvelle.

Si la crise constitutionnelle semble évitée en Hollande, au Japon et en Allemagne, les « révélations » du rapport Church sont utilisées par les différentes tendances politiques dans la lutte qui les oppose. Comme en Italie hier où le nom d'Antilope Cobbler-Mariano Rumor fut révélé au plus profond de la crise de la Démocratie-chrétienne. Mais en Italie, un pot-de-vin en noie un autre... Au Japon le scandale est venu alimenter la lutte de fraction au sein du Parti libéral-démocrate au pouvoir. En Allemagne le social-démocrate Schmidt tirerait sûrement quelque avantage électoral s'il s'avérait que le chrétien-démocrate Strauss avait effectivement empoché des dollars-Lockheed.

D'ores et déjà les déclarations vertueuses de la bourgeoisie ont fait long feu et la montagne a accouché d'une souris : Tanaka a été libéré après quelques jours de repos en prison et a dû payer une amende qui lui laisse encore pas mal d'argent de poche ; plus personne ne parle de la commission d'enquête sur Antilope Cobbler à Rome et le Prince Bernhard est à la retraite — très confortable sa retraite d'ailleurs. Une chose est certaine : la reine Juliana abdiquera peut-être au printemps mais le règne des pots-de-vin n'est pas terminé.

Anna Libera

Les deux « droites profondes »

Pour des raisons et avec des arrière-pensées différentes, les grands hebdomadaires réservent cette semaine un accueil favorable au changement gouvernemental.

Pour *Le Point* et *L'Express*, le départ de Chirac sanctionne une défaite du gaullisme. Dans *Le Point*, le premier ministre sortant apparaît comme l'incarnation d'une vieille France immobile et figée, un « super-Pompidou » entouré des mêmes mauvais conseillers. L'éditorialiste, Olivier Chevrillon, lui reconnaît une certaine allure, mais juge que sa politique était « trop purement défensive pour entraîner plus de 50 % des citoyens aux élections de 1978 », alors que le problème est de prouver « que le socialisme n'a pas le monopole de l'avenir ».

Dans *L'express*, Philippe Grumbach est plus catégorique : « Le défi lancé par M. Jacques Chirac et ses amis éclaircit la situation politique en révélant au grand jour cette droite profonde qui a, pendant trop longtemps, accaparé le pouvoir et bloqué tout mouvement sous le masque hypocrite du gaullisme qui était autrement généreux. Voici l'adversaire immédiat de la démocratie pluraliste, de la justice sociale en fin de compte de la liberté ».

La simplification est évidente et intéressée, de la part de gens qui ont pour premier souci de rééquilibrer à leur avantage la majorité présidentielle. Ni leur politique, ni leurs alliances ne permettent de dire qui, de Giscard ou de Chirac, sera, à l'épreuve de l'histoire, le plus à droite. Le journal patronal *Les échos* ne reproche-t-il pas à Chirac d'avoir laissé courir l'inflation en poursuivant une politique d'augmentation de salaires, dictée par des préoccupations électorales à court terme ?

Parallèlement, dans *L'Express*, J.-J. Servan-Schreiber annonce sans ménagement l'ampleur de l'effort à accomplir : « il s'agit, pour la France, de transférer 4 à 6 points du produit national, du fruit annuel du travail des français, de la consommation actuelle, vers l'investissement, l'équipement, l'environnement. C'est considérable, il ne faut pas s'y tromper. Il s'agit que l'ensemble de la population admette de voir son pouvoir d'achat sérieusement freiné, voire provisoirement bloqué si l'on attendait trop, pendant la durée nécessaire à la reconstitution du stock de capital dont le reste dépend ». Bien sûr, on ajoute que seule une lutte énergique contre les inégalités pourrait faire

accepter ce freinage des salaires.

Mais on connaît le sort déjà fait aux « réformes » giscardiennes, qu'il s'agisse de celle de l'entreprise ou de la taxation des plus-values. La pression de l'électorat et de la base sociale du régime s'oppose trop directement à toute réforme substantielle pour que le drapeau de la société libérale avancée ne se transforme pas aussitôt en guenille idéologique. Pire, dans les milieux patronaux, on parle d'une nouvelle offensive contre les 90 % d'indemnisation aux chômeurs, dont un chômeur sur dix à peine bénéficie ; le patronat estime pourtant que ces assurances font en sorte que le chômage, malgré son ampleur ne pèse pas d'un poids suffisant dans le sens d'une plus grande docilité de la classe ouvrière. Or le chômage va continuer, Raymond Barre n'en souffre pas un mot, et Servan-Schreiber lui-même s'inquiète de cette bonne conscience : « L'Etat est entraîné de se faire à l'idée que la France peut conserver près d'un million de chômeurs, voire davantage jusqu'en 1980 ».

lire la suite page 4

Aujourd'hui rencontre Sarkis-Assad SOUS LES CANONS DU « PAYS FRÈRE »

• L'armée syrienne envoie
de nouvelles divisions au Liban

Le régime baasiste syrien a toujours rivalisé en répression avec les régimes militaires qui ont été instaurés partout où ça bouge dans les pays arriérés.

Elias Sarkis, futur président de la « République libanaise » a une réputation qui n'a rien à envier aux hommes politiques, trempés jusqu'au coup avec les appareils policiers de leur bourgeoisie. Mais quand les deux (baasiste et sarkis) s'unissent, il faut s'attendre au pire ; et le pire va se discuter mardi à Damas.

En effet c'est à Damas, capitale de la Syrie, « pays frère du Liban » — c'est avec ces termes aussi émouvants que les baasistes désignent le pays où leur armée bombarde, tue et pille — que se rencontrent Elias Sarkis et Assad

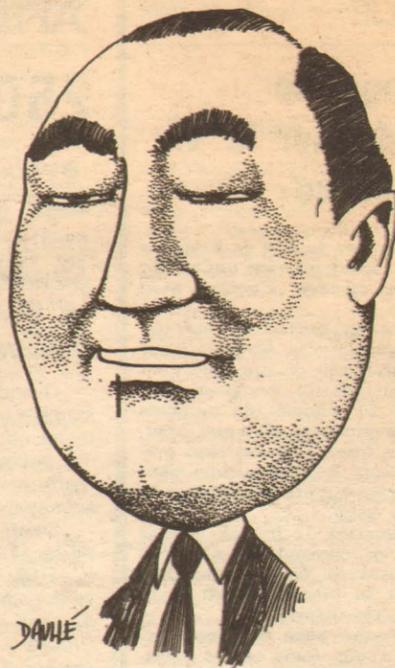
Cette réunion a été longuement et très minutieusement préparée par les bourgeoisies arabes, la syrienne

et la libanaise en premier lieu. M. Kholi émissaire de l'organisme pan-arabe au Liban, après avoir rencontré les représentants de l'OLP en Syrie puis Khaddam, le ministre syrien des affaires étrangères a fait preuve, dit-on, d'un certain optimisme. Cela est bien compréhensible : La réaction arabe est comblée, non seulement la direction officielle de l'OLP se déclare prête à se retirer des positions qu'elle occupe dans la montagne libanaise, mais le plan d'action commun qui devra être décidé à Damas ne peut que réjouir les bourgeoisies arabes que le Liban d'avant la guerre civile gênaient fortement. En effet, ce pays dont la bourgeoisie n'arrivait pas à centraliser le pouvoir répressif constituait un noyau d'effervescence politique pour le monde arabe, une exception dans une région où toutes les oppositions aux régimes dictatoriaux environnants se réfugiaient et s'exprimaient.

suite page 2

APRÈS LA MESSÉ DE MGR LEFEBVRE À LILLE,
SUN MYONG MOON DÉCLARE :

CE GARÇON
FAIT UN
TRAVAIL
FORMIDABLE!



lire page 8 nos informations
et la suite de notre enquête
sur la crise de l'Eglise catholique
(3)

LES MOUVEMENTS
CATHOLIQUES
D'EXTREME-GAUCHE

LIBAN

Rencontre Assad-Sarkis

• Une coopération Syro-Libanaise pour une répression conjuguée

(Suite de la page 1)

Mais la bourgeoisie arabe ne veut plus de cette exception. Le déroulement de la guerre et surtout les dernières victoires de la bourgeoisie libanaise et des tanks syriens est pour elle l'occasion la plus favorable. N'est-ce pas aussi pour cela que la Syrie et la bourgeoisie libanaise (son aile chrétienne et de plus en plus franchement son aile musulmane) acharnèrent-elles contre la résistance palestinienne au Liban ? Affaiblie, la résistance palestinienne sera la première victime dont l'étoffement politique et le contrôle militaire seront mis au point au cours de la rencontre Assad-Sarkis. D'ailleurs le journal Al-Saoura syrien (officieux quotidien baasiste, baasiste comme tous les journaux autorisés en Syrie) prévoit une forme de coopération qui doit s'établir entre le Liban et la Syrie mais aussi avec la Jordanie et la « Palestine » - comprendre par la « Palestine » le désir bien résolu de tutelle syrienne sur l'OLP dans le cadre du plan de paix au Moyen-Orient. Cette coopération forcée, du moins pour l'OLP, ne peut découler pour Damas que de l'accord du Caire conclu en 1969 régissant la présence et les activités des Palestiniens au Liban. Et plus explicitement les discussions Assad-Sarkis porteront « sur les amendements à l'accord du Caire qui pourraient être négociés à la lumière des changements intervenus au Liban, en particulier à la lumière de la liquidation des camps palestiniens de Dbayé, Jisr el Pacha et Tall el Zaatar » par les hordes phalangistes et baasistes. Ceci sera pour le début des négociations entre Assad et le président qu'il a fait élire au Liban. Pour continuer la rencontre sera encore plus chaleureuse car elle concernera le « traité de sécurité » qui facilitera la tâche de l'anéantissement du mouvement des masses libanaises et surtout de la gauche au Liban. Le parti des phalanges semble être le

mieux informé à ce niveau, et cela n'a rien de surprenant. D'après Karim Pakradoni, membre du BP du parti des phalanges, les entretiens de mardi se traduiront par « la création de commissions mixtes pour une coordination permanente et à tous les niveaux entre les deux pays... un système de rencontres périodiques entre les deux présidents sera également instauré ». Comme prévu, et d'après des sources proches du président Elias Sarkis, ce dernier demandera au général Assad que les forces syrien-

général de l'armée cependant restera mixte (la bourgeoisie prépare déjà des étapes à venir).

Damas recevra également, après la visite du président libanais toute une série de personnalités libanaises, dont Pierre Gemayel, Camille Chamoun (pour les chrétiens maronites), Kamel el Assad, et Saeb Salam (pour les musulmans chiites et sunnites) et ainsi l'unanimité bourgeoise libanaise se scellera autour du projet réactionnaire syrien et ira de pair avec la centralisation de la répression dans



Beyrouth — L'évacuation de Tall el Zaatar (photo Gamma)

nes qui se trouvent au Liban y restent pour une durée minimum d'un an. Leur stationnement, d'après la même source, pourrait se faire dans le cadre d'un « accord de sécurité ». Des officiers libanais participeraient à leur commandement en attendant que l'armée libanaise soit reconstituée.

Cette armée libanaise ne sera pas immédiatement reconstituée sur le modèle qui était le sien avant la guerre civile. Elle sera composée de deux forces, l'une chrétienne, l'autre musulmane, dont la zone d'action sera le secteur du pays contrôlé par chacune de ces communautés. Les régions mixtes seront confiées à une armée mixte. Le commandement

le Liban capitaliste de l'après guerre.

Enfin les régimes arabes viendront bénir ces mesures réactionnaires ; douze pays arabes se préparent déjà pour se rendre mercredi au Caire où se tiendra un sommet arabe.

Les perspectives seraient réjouissantes pour l'impérialisme et ses amis bourgeois arabes. La bourgeoisie arabe fait de beaux projets militaires de répression. Mais la répression, si elle frappe et affaiblit, ne pourra pas retarder pour longtemps les nouvelles ripostes, et la colère grandissante des masses arabes étouffées par la misère ne sera pas éteinte. Son explosion sera elle aussi unie et forte. M.S.

PAYS-BAS

Le scandale Lockheed ébranle le pays

• Le Parlement décide de ne pas engager de poursuite contre le prince Bernhard

de notre correspondant La Haye le 30 août.

Le Premier ministre social-démocrate Joop Den Uyl menace de démissionner si des poursuites judiciaires sont engagées contre le Prince Bernhard. C'est jeudi dernier en début d'après-midi que le rapport de la commission Donner a enfin été rendu public. Ce rapport, gros de 240 pages confirme les bruits qui courent depuis plusieurs mois selon lesquels le mari de la reine Juliana aurait réclamé et obtenu des pots de vin de la firme Lockheed. En concentrant les fonctions d'inspecteur général des armées, de membre du Conseil de défense et du Conseil d'Etat, le Prince Bernhard possédait suffisamment d'influence pour orienter le choix du gouvernement en matière d'achat de matériel militaire.

Il ressort du rapport d'enquête qu'il aurait non seulement reçu la somme rondelette de 1,1 million de dollars de la firme américaine en 1960 et 1968, mais qu'il a lui-même exigé jusqu'à 8 millions de dollars de commission sur l'achat probable de 13 avions P3 Orions d'une valeur globale de 200 millions de dollars. En 1974, dans une lettre adressée à un de ses amis chez Lockheed, il menaçait de bloquer les commandes s'il n'obtenait pas satisfaction.

La nouvelle a considérablement choqué l'opinion publique et ébranlé la confiance du hollandais moyen pour la maison royale. La reine Juliana jouit d'une certaine popularité dans les milieux populaires et cette affaire risque d'entâcher passablement l'image de marque qu'elle avait pu se forger.

Là se situe le problème épineux de la bourgeoisie néerlandaise. En effet, des poursuites officielles contre le Prince entraîneraient inévitablement l'abdication de la reine et une grave crise constitutionnelle. Et cela, ni la bourgeoisie, ni le gouvernement de coalition du social-démocrate Den Uyl ne le désirent. La première, car une telle crise pourrait se révéler dangeureuse dans la mesure où elle remettrait en cause le bel édifice de la « monarchie constitutionnelle la plus libérale du monde » qui lui permet si bien d'illusionner démagogiquement la classe ouvrière en lui faisant croire qu'il n'existe pas de régime plus démocratique qu'en Hollande.

Quant au cabinet, pas question de prendre l'initiative du déclenchement d'une crise constitutionnelle, initiative qui se heurterait à l'hostilité de la majorité du parlement et qui serait une arme trop belle entre les mains de l'opposition conservatrice à moins d'un an des prochaines élections.

C'est dans cette optique qu'il faut comprendre la décision de Den Uyl de se retirer au cas où des poursuites seraient engagées contre Bernhard. « Dans cette situation, le cabinet ne veut prendre aucune responsabilité quant à l'engagement de ces poursuites ». Hier, lors du débat à la Chambre, l'unanimité s'est faite autour de la décision du gouvernement. Seul un petit parti de gauche le PSP, Parti socialiste pacifique, s'est prononcé contre le gouvernement en qualifiant d'anachronique le maintien de la monarchie en Hollande. Quant au CPN (Parti communiste), il a refusé de prendre position sur le fond ; il s'est élevé contre « les tentatives de certains de diviser artificiellement le pays entre « pour ou contre » la maison royale afin de masquer que la vraie liberté, la vraie démocratie c'est la lutte pour la paix et l'indépendance nationale ».

ITALIE

L'angoisse de donner la vie à Seveso

Une jeune femme de Seveso a mis au monde un bébé qui n'avait pas de cerveau. L'enfant était mort-né.

Selon les médecins, l'absence de cerveau n'a pu être provoqué par le nuage de dioxine qui s'était répandu sur la campagne de Seveso au moment du huitième mois de grossesse alors que le cerveau se forme lors des trois premiers mois. De plus aucune trace de dioxine n'a été trouvée dans le foie du bébé.

Cependant, le journal « Pases Sera » se demande si certaines échappées de dioxine n'auraient pas pu se produire avant le 10 juillet sans qu'on le sut.

Un autre bébé était mort au début d'août. Dans ce cas également les médecins avaient exclu qu'il puisse s'agir d'un effet de la dioxine.

Au cas où effectivement la dioxine ne serait pas responsable de ces morts, il n'en reste pas moins que l'absence de mesures prises par les autorités pendant le mois qui suivit l'échappement du nuage, les permissions d'avorter accordées de manière ultra-sélective, et la condamnation de l'avortement par l'église ne peuvent qu'accroître l'angoisse des femmes et de la population touchées par la pollution de Seveso.

AFRIQUE DU SUD

250 morts pour des miettes

• Six Africains sont tués au cours de nouveaux affrontements à Soweto

• Vorster va annoncer quelques réformes

Quand le bain de sang s'arrêtera-t-il ? Six personnes au moins ont de nouveau été tuées par la police sud-africaine au cours d'affrontements à Soweto dimanche soir et lundi matin.

Selon le ministre de la police et de la justice, Krugger, les émeutes dans les villes noires « seraient en voie d'apaisement et toute nouvelle flambée de violence devra être attribuée à l'action préméditée d'un groupe d'agitateurs et d'activistes dont l'objectif est de paralyser la vie économique du pays et de provoquer un conflit total entre la population noire et les blancs d'Afrique du Sud ».

Le conflit total entre Noirs et Blancs est inhérent à la politique raciste de la minorité blanche au pouvoir à Prétoria, qui exploite, opprime, prive de tous droits, réprime le peuple noir. Et qui assassine froidement ceux qui tentent de s'opposer à son pouvoir. 250 morts, 3 000 blessés, 2 000 emprisonnés : voici le froid bilan de deux mois de

luttés inlassables de la population noire.

Aveuglé par son idéologie raciste, le gouvernement de Prétoria semble persuadé que les mobilisations qui ont rassemblé jusqu'à 20 000 Africains au cours des dernières semaines ne sont dues qu'à l'agitation d'éléments « communistes infiltrés ». En conséquence, le gouvernement a mis en place une vaste opération de répression qui vise à arrêter les Noirs qui ont été à la tête des mobilisations. Il utilise pour cela la nouvelle loi sur la sécurité intérieure qui lui permet une détention indéfinie sans procès.

Parallèlement, Vorster se prépare à annoncer quelques réformes matérielles sans la moindre concession politique. Il a convoqué à cet effet une réunion des délégués du Parti National, qui devra se tenir le 10 septembre à Prétoria. Une série de changements qu'il y annoncera sont déjà connus : amélioration des réseaux d'électricité, refection des routes et des trottoirs dans les cités africaines, développement des installations (à Soweto, première ville noir du pays, il n'y a qu'un hôtel et pas un seul grand magasin). Et c'est tout ! A tel point que même l'opposition blanche profondément conservatrice du Parti unifié se déclare inquiète de l'absence de tout changement signifi-

tif dans les propositions de Vorster. 250 morts pour des miettes...

Mais les travailleurs et les jeunes noirs qui sont mobilisés depuis des semaines ne luttent pas pour une ampoule électrique de plus ou une rue mieux pavée : ils réclament le droit d'être Africains en Afrique du Sud. A.L.

Rhodésie : forte émigration de la population blanche

La population blanche de Rhodésie est en baisse, selon les chiffres officiels publiés lundi à Salisbury.

Selon ces statistiques qui concernent le mois de juillet, 1 330 blancs ont quitté le pays contre 484 ayant immigrés, ce qui a provoqué une perte de 850 blancs, le chiffre le plus important enregistré depuis 1966.

Un porte-parole du gouvernement a récemment exprimé l'inquiétude de Salisbury à l'égard de ces départs. On estime généralement que les incertitudes politiques et économiques qui pèsent sur le pays ainsi que la poursuite de la guérilla sont les principales causes de ce coup d'arrêt dans l'immigration et du développement de l'émigration. A.F.P.

Avec les travail leurs polonais emprisonnés

Une nouvelle pétition exigeant la libération des travailleurs polonais emprisonnés après les grèves du 25 juin, vient d'être envoyée à l'ambassade de Pologne à Paris (57, rue St Dominique, 75007 Paris). Elle vient des travailleurs de la poste PLM gare de Lyon, et porte 92 signatures. Venant après les pétitions des postiers de Paris St Lazare, et des travailleurs du Ministère des Finances, c'est un nouveau pas dans la solidarité des travailleurs français avec les travailleurs polonais emprisonnés pour fait de grève.

Les seuls prisonniers politiques en Pologne aujourd'hui sont des ouvriers et c'est bien aux ouvriers et à leurs organisations que revient en priorité la tâche de les défendre. Déjà en Italie, le mouvement ouvrier a pris position : le PCI et la fédération unitaire de la Métallurgie (FLM), le syndicat le plus important, ont protesté auprès des autorités polonaises contre la répression. En France le mouvement ouvrier n'a que très peu bougé. A nous de lui faire prendre une position claire sur la nécessaire solidarité. Ne relâchons pas notre effort, submergeons l'ambassade de pétitions et de prises de positions syndicales.

L'économie espagnole

Une situation catastrophique

De retour d'un périple qui l'a mené dans les capitales européennes (à Bonn, à Berne et à Paris), M^r Marcelino Oreja, ministre des affaires étrangères espagnol a annoncé que « l'Espagne présentera sa demande d'adhésion à la communauté européenne quand elle aura rempli les conditions politiques et économiques nécessaires » et notamment après la

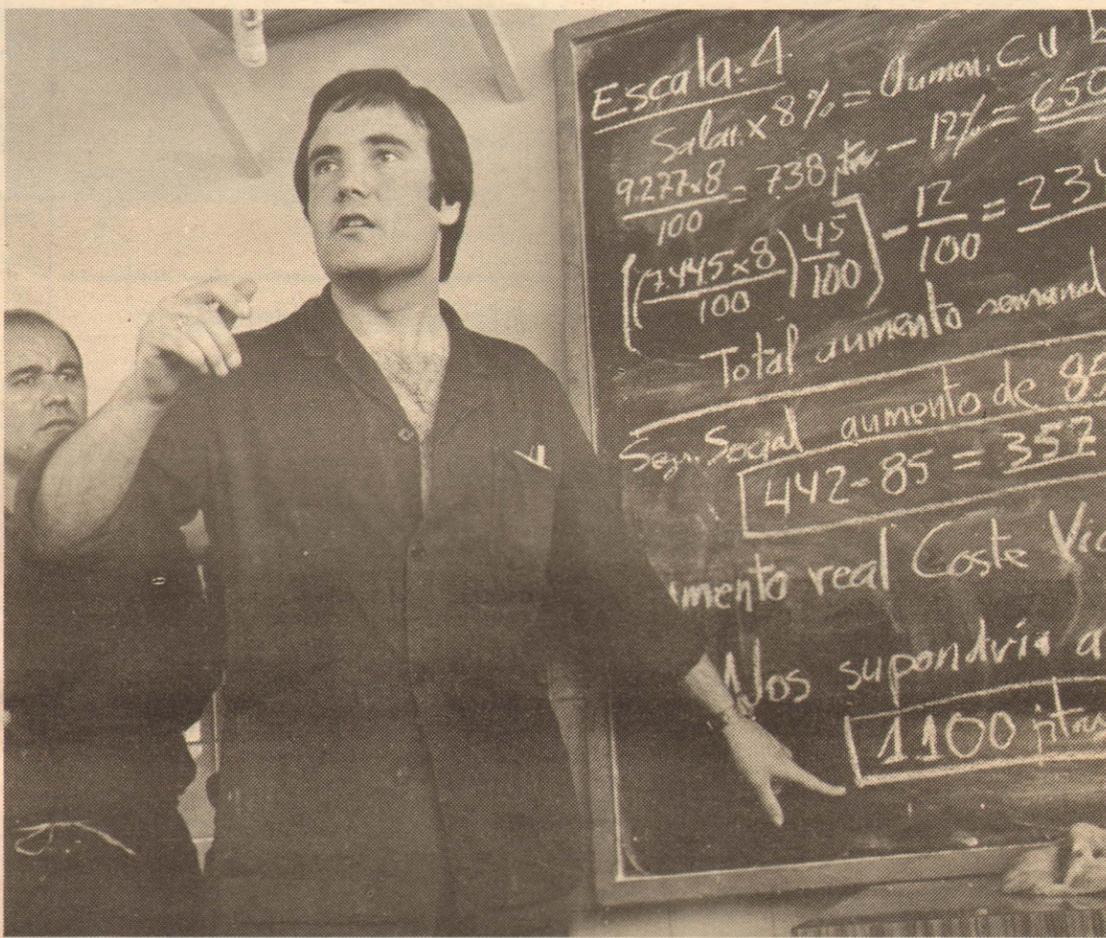
tenue d'élections générales. On sait en effet que la tenue de ces élections est exigée par la « démocratique » Europe pour accueillir l'Espagne dans son club capitaliste. La situation économique grave de l'Espagne a été au centre des discussions de M^r Oreja avec ses collègues européens.

La crise politique qui secoue l'Espagne depuis la mort de Franco se double d'une crise économique, dont l'ampleur est peu connue. Il ne s'agit pas d'une simple retombée de la récession européenne, amplifiée par la dépendance de l'économie espagnole, mais d'un échec patent du modèle de développement capitaliste élaboré par les dits « technocrates de l'Opus Dei » dans les années 60. Il serait évidemment absurde de nier les profondes transformations qui ont touché l'Espagne pendant cette période : croissance de la population urbaine, augmentation du niveau de vie moyen, industrialisation de certaines régions, développement de l'enseignement, etc. Mais les objectifs fixés sont loin d'avoir été atteints. L'industrialisation n'a touché que des régions bien précises et limitées ; elle a été possible grâce à la surexploitation du prolétariat espagnol, qui, s'il a vu ses revenus augmenter réellement, reste néanmoins un des plus mal rétribués d'Europe. Par ailleurs, le développement systématique de régions rurales comme l'Andalousie ou la Galice, fournisseurs d'une abondante main-d'œuvre, a été une autre condition à cette accumulation accélérée. L'appel aux capitaux industriels et à la technologie étrangers devait permettre de rattraper le retard. Enfin l'organisation systématique de l'émigration et le développement du tourisme étaient les deux sources de revenus permettant d'équilibrer les rapports inégaux entretenus avec les autres pays occidentaux.

Mais ce beau modèle ne tenait pas compte de la modification possible, aujourd'hui réalisée, de deux facteurs déterminants : - la récession européenne, entraînant la baisse des investissements étrangers, le retour des immigrés, la crise de l'industrie touristique ; - la renaissance du mouvement ouvrier, mettant en cause la surexploitation du prolétariat, et établissant un rapport de force tel, y compris au niveau politique, qu'aucune option viable ne peut plus être prise en dehors de lui.

Cet effondrement du « miracle espagnol » (qui en parle encore aujourd'hui ?) se manifeste à tous les niveaux :

L'émigration a fortement diminué (plus de 100 000 départs chaque année jusqu'en 1972, 20 000 seulement en 1975), augmentant



Analyse du coût de la vie au tableau noir au cours d'une assemblée de travailleurs. (photo Fotolib)

d'autant le nombre de chômeurs. Il n'existe pas de comptabilité officielle sérieuse du chômage, mais celui-ci est estimé par certains milieux gouvernementaux à un million de personnes. Les villes des régions sous-développées comptent près de 25 % de sans-emploi. Et les prévisions les plus optimistes espèrent le maintien (et non la dégradation) de cette situation dans les quatre prochaines années. Le tourisme a subi une baisse importante de ses revenus. Le taux d'inflation officiellement prévu pour 1976 est de 17 %, alors que la croissance industrielle sera pratiquement nulle. L'agriculture, quoiqu'à des degrés divers, est aussi touchée par la récession. Les structures agraires archaïques sont une des principales causes du chômage, même si le poids social et politique de la campagne n'est plus ce qu'il était en 1936. Si l'on ajoute à tout cela la chute constante de la bourse

et la fuite de plus en plus massive des capitaux (80 à 90 milliards de pesetas ces six derniers mois), on se rend compte de la gravité de la situation.

On se souvient qu'une des premières mesures du gouvernement Arias Navarro après la mort de Franco avait été de bloquer les salaires, tentant ainsi de rééditer le « plan de stabilisation » des années 60. Mais cette fois, la réponse de la classe ouvrière a été fulgurante : les grèves se sont succédé à partir de décembre 1975, imposant des augmentations de salaires, et mettant en crise le gouvernement. Car il ne fait de doute pour personne aujourd'hui que la solution de la crise économique est d'ordre politique. Sa complexité et sa profondeur appellent des réponses d'ensemble ; personne ne croit à des mesures au jour le jour, comme les derniers décrets-lois du gouvernement Suarez sur l'inflation et le chômage. L'option de l'équipe au pouvoir est claire : faire payer la crise aux travailleurs en faisant le minimum possible de concessions politiques. Si cette orientation est claire, sa réalisation pose des problèmes quasi-insolubles !

Les secteurs éclairés de la bourgeoisie sont parfaitement conscients de la nécessité de concessions substantielles, d'ordre politique et économique.

La réorganisation de l'appareil d'Etat franquiste rentre d'ailleurs dans ses vus. La fiscalité aberrante, la corruption des fonctionnaires, la structure du secteur nationalisé sont autant d'obstacles à la création d'un Etat fort, capable d'intervenir comme régulateur économique (il n'est évidemment pas question de toucher à l'essentiel de l'Etat

franquiste, à savoir ses corps répressifs !).

Mais le problème clé réside en la capacité de convaincre la classe ouvrière et ses organisations de la nécessité d'être « raisonnables » dans ses revendications. Un gros industriel déclarait récemment : « Ce serait un désastre dans l'étape de transformation politique de porter atteinte aux entreprises. » La Coordination démocratique, et le PCE sont à l'heure actuelle, prêts à donner ces garanties. Au cours d'une conférence de presse, toutes ses composantes sont tombées d'accord sur la nécessité « d'éviter des soubresauts à l'économie, dans la phase de transition politique, et donc de modérer au maximum les revendications économiques. »

Le PCE est la seule force qui serait capable de donner de telles garanties de paix sociale, nécessaire à une réorganisation capitaliste de l'économie espagnole. Et il est clair que c'est un facteur de taille qui rentre en ligne de compte dans les négociations sur la légalisation. Mais cette paix sociale est loin d'être assurée, même s'il y a accord du PCE.

En 1975, les conventions collectives signées ont touché 1 800 000 travailleurs, cependant que près d'un million de travailleurs furent soumis à des arbitrages obligatoires, à cause de l'impossibilité d'accords entre ouvriers et patrons. La majorité des conventions et arbitrages arrivent à échéance cet automne. Les attaques permanentes aux avantages acquis dans la période antérieure (à travers l'inflation notamment) font que les travailleurs ne renonceront pas à leurs revendications en échange de concessions politiques partielles.

Gérard Berger

aux quatre coins du monde

Meeting des réfugiés espagnols

Plus de 150 personnes ont assisté au meeting pour l'amnistie organisé par l'Assemblée des Réfugiés politiques espagnols à Paris. Un débat s'est engagé ; il a tourné essentiellement sur la situation précaire où se trouvent les militants qui sortent de prison ou qui rentrent d'exil dans la mesure où les lois répressives de Franco sont encore en vigueur. A l'issue du meeting, l'assemblée a voté un communiqué appelant à continuer la lutte pour l'amnistie totale et pour les libertés démocratiques en Espagne.

COREE DU SUD

La commission internationale des juristes déplore dans un communiqué publié lundi, les condamnations prononcées à Séoul contre l'ancien président Yun Po Sun et d'autres opposants politiques sud-coréens.

Ces condamnations et les peines de prison infligées aux accusés ont été « dictées par les lois répressives d'une sévérité sans égale » déclare le communiqué. « Elles ne font que confirmer la thèse des accusés qu'il n'y a plus de liberté en Corée du Sud ».

Un navire de patrouille sud-coréen a arraisonné et saisi un bateau de pêche sud-coréen et capturé les 33 marins quise trouvaient à bord, a annoncé lundi l'office de pêche de Séoul. Cet arraisonnement intervient alors que les deux Corées sont toujours en état d'alerte.

AFP

Communiqué Front Polisario

A l'occasion du troisième congrès populaire du Front Polisario qui se tient actuellement en République arabe sahraouie démocratique, l'Association des amis de la République arabe sahraouie démocratique tient à exprimer son soutien total à la lutte menée depuis plus de trois années par l'organisation combattante du peuple Sahraoui.

Depuis novembre 1975, le peuple sahraoui fait face héroïquement à l'agression des nouveaux envahisseurs colonialistes que sont les régimes marocain et mauritanien.

Convaincue que le combat du peuple sahraoui pour recouvrer sa liberté et son indépendance concerne tous les peuples, l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique invite en particulier le peuple français, dont les liens avec ceux d'Afrique du Nord sont multiples, à manifester toujours davantage sa solidarité agissante.

Paris, le 27 août 1976
Association des Amis de la République Sahraouie Démocratique

Congrès clandestin du Mouvement Communiste d'Euskadi

Le mouvement communiste d'Euskadi, branche basque du Mouvement communiste d'Espagne (MCE) a tenu durant le week-end son premier congrès clandestin.

250 délégués venus des quatre provinces basques d'Alava, Guipuzcoa, Biscaye et Navarre, ont assisté au congrès.

Le Mouvement communiste d'Euskadi est issu du groupe Kommunistak qui avait scissionné de l'ETA en 1967. Ce courant maoïste est implanté nationalement et, au pays basque il existe surtout en Guipuzcoa. Il a rejoint la coordination démocratique lors de sa fondation.

Dans un communiqué publié dimanche soir, le MCE insiste sur « la nécessité de l'unité au sein de toutes les forces basques d'opposition » ainsi que « de l'extension de l'amnistie à tous les prisonniers basques ». Le MCE se prononce en outre pour « la rupture démocratique, pacifique et négociée ».

LISEZ
l'information
des femmes

mensuel COLLECTE LES NOUVELLES
LES LUTTES FEMMINISTES, DES ADRESSES

DES DATES A PARIS, EN PROVINCE
A L'ETRANGER
tel 780.17.13 adresse 31 rue DU TRANSVAI
92520 LA GARENNE COLOMBES

Le nouveau gouvernement devant la presse hebdomadaire

Les deux « droites profondes »

suite de la page 1

La meilleure façon de battre la Gauche

Plutôt que la rupture entre une droite et une gauche au sein de la majorité présidentielle, le départ de Chirac illustre deux façons de répondre aux épreuves qui menacent le régime.

Le premier ministre réclamait des élections immédiates pour conserver une courte majorité et renouveler la légitimité présidentielle avant d'endosser l'impopularité qu'implique la lutte contre l'inflation. Et ce parce qu'il n'a jamais cru à la possibilité d'un élargissement à gauche de l'actuelle majorité.

Giscard, s'il ne peut espérer, d'ici 78, détacher le PS du PC, compte toujours mordre sur son électorat en combinant redressement économique et réformes sociales. Sa cible, ce sont les quelque 10 % d'électeurs de gauche qui tournent le dos à l'actuelle majorité sans pour autant adhérer au Programme commun.

Pour l'heure, les résultats sont maigres. Les réformes, trop souvent annoncées, tournent au bavardage. Le ralliement à la soupe d'un ancien radical de gauche ne change pas la physionomie de la majorité et n'annonce pas un véritable courant de transfuges. Enfin, dans l'échec global de la majorité aux cantonales, l'UDR a plutôt mieux résisté que les réformateurs ou les RI, dont toutes les initiatives publiques animées par Ponia, furent, cette année, des bides sonores.

A chacun son compromis historique ?

Pourtant en attendant la réunion de la direction du Parti socialiste, une voix s'est élevée, dans *Le nouvel observateur*, pour prendre au bond les ouvertures giscardiennes. Reprenant à son compte les thèses de Berlinguer et de Marchais, selon lesquelles une majorité de 51 % ne suffirait pas à la gauche pour assurer le passage pacifique au socialisme, Jean Daniel interroge : « Sur quel programme peut-on rallier au moins 60 % des Français, qui garantiront l'instauration d'une société de transition vers un

socialisme dans la liberté ? Y-a-t-il un bon usage à faire du giscardisme ? » D'où il conclut qu'il paraît difficile d'éviter un « débat de fond avec lui (Giscard) sur les différents projets de société », et qu'on ne saurait « sans risque retourner la discussion d'un nouveau Programme commun adapté aux réalités nouvelles ». Dans un article complémentaire, Michel Bosquet s'efforce de mettre en relief la convergence entre les thèses du dirigeant RI Dominati et les propositions du théoricien cédétiste Rosanvallon : « Au lieu de voir dans le désengagement de l'Etat une manœuvre de la droite, pourquoi ne pas y reconnaître un mouvement de repli imposé par le rapport de forces ? Et pourquoi ne pas occuper le terrain que le pouvoir évacue ? Ce pourrait être autant de gagné pour la suite ».

L'humanité ne tardera pas à hurler à la capitulation et à la désertion. Précisons toutefois que si de telles positions peuvent rencontrer un écho dans une partie du PS, elles ne sont pas sur le point d'être reprises en tant que telles. Et encore Jean Daniel et consorts seraient-ils en droit de rétorquer au PC qu'une droite en vaut une autre, et que chacun cherche son compromis historique où il peut : le PCF du côté des gaullistes avec l'Union du peuple de France, et lui-même du côté du giscardisme éclairé.

Si, pour notre part, nous dénonçons tous les projets d'alliances des partis ouvriers avec des partis bourgeois quelle qu'en soit la combinaison, nous devons aussi veiller à ce que des polémiques spéculatives ne servent pas à masquer les questions les plus immédiates. Giscard a tracé une voie à sa majorité pour engager la bataille électorale sur deux ans ; et le départ de Chirac lui coupe la retraite. Mais les organisations ouvrières n'ont pas encore donné leur réponse. Une chose est sûre en tout cas : laisser les travailleurs payer la note de l'austérité, et attendre l'arme (ou le bulletin de vote) au pied les élections de 78, sous prétexte de ne pas effrayer un électoralat hypothétique, ce serait faire monter les chances du parti pourtant risqué de Giscard.

CORSE

Une déclaration de Max Simeoni

Dans une lettre parvenue dans la journée d'hier au bureau de l'AFP de Bastia, Max Simeoni apporte de nouveaux éclaircissements sur le sens de l'action entreprise le 22 août dernier à Aghione : l'occupation et le dynamitage d'une cave vinicole appartenant à un gros viticulteur pied-noir.

Confirmant ce qu'il avait déclaré alors même que le commando des occupants était encore dans la cave, Max Simeoni affirme avoir voulu dénoncer « la violence cynique des pouvoirs publics et affirmer sa volonté d'abattre le colonialisme, enfer du peuple corse ». Sur le déroulement des événements d'Aghione, Max Simeoni précise que son intention était d'occuper et seulement d'occuper. Mais ayant appris qu'un bouclage se préparait, que les troupes étaient prêtes, que des tireurs incontrôlés et anonymes s'approprièrent à intervenir, il a

préféré brusquer les choses tout en leur conservant un caractère de mise en garde solennelle.

De toute évidence cette mise au point confirme qu'à aucun moment Max Simeoni n'a eu l'intention de rompre avec son organisation : l'APC, ni de remettre en cause la ligne qui venait d'être adoptée à son congrès, ligne légaliste excluant le terrorisme. Déjà l'APC avait démenti ceux qui pensaient qu'elle prenait ses distances avec Simeoni et ses compagnons.

Dans le même sens, Simeoni ne paraît pas envisager de mener une action clandestine prolongée : « Je ne sortirai (du maquis) de ma propre volonté que si un espoir de dialogue apparaît, et une première condition préalable sera le départ du préfet Riolacci ».

Le préfet Riolacci, Corse d'origine, avait été nommé préfet de région au lendemain des événements d'Aléria il y a un an.

LA CULTURE
C'EST CE QUI
RESTE
QUAND ON A
TOUT RENIÉ



Elections cantonales partielles en Avignon le 12 septembre

UN CANDIDAT UNITAIRE PRESENTE PAR LA LCR ET LE PSU

A la suite de l'invalidation du candidat de la majorité dans le canton d'Avignon-Nord (Le Pontet), une élection cantonale partielle se déroulera le 12 et - si nécessaire - le 19 septembre. Face à Derouddille, l'invalidé de la majorité, le PS et le PC présentent chacun un candidat au premier tour. De son côté l'extrême-gauche sera présente avec un candidat commun, Henri Bouyol, présenté unitairement par la LCR et le PSU. Henri Bouyol était déjà candidat aux cantonales de mars dernier. Présenté par le PSU, il avait obtenu 3,5 % des voix.

Dès l'annonce d'une nouvelle élection la LCR avait pris l'initiative de discuter avec le PSU des possibilités de présenter un candidat commun. Une démarche analogue avait été faite en direction de LO et de l'OC-GOP. La réponse de LO fut évasive et finalement comprise comme la volonté de ne pas participer à la démarche unitaire. Quant à l'OC-GOP, la discussion sur la plateforme de présentation devait faire apparaître son désaccord sur un

point essentiel : la démarche de front unique envers les réformistes. Accessoirement, le candidat présumé ne lui semblait pas être un symbole suffisant des luttes du département.

Henri Bouyol est présenté dans un département essentiellement agricole avec une industrie fortement liée à cette branche d'activité. Alors que la bourgeoisie, peu structurée politiquement, partage la gestion municipale de la ville d'Avignon avec un PS droitier, le PC voit son influence grandir grâce surtout au MODEF qui organise nombre d'agriculteurs. L'extrême-gauche était jusqu'à présent dominée par le PSU de courant gauche, mais la LCR, apparue récemment, se développe rapidement.

Cette candidature unitaire entre la LCR et le PSU sera à bien des égards considérée comme un test. Alors que le mouvement révolutionnaire est dans une phase de reconstitution, la signature d'une plateforme commune entre la LCR et le PSU sur le plan local prend d'emblée une importance nationale. Le débat engagé à cette occasion a été fructueux, faisant évoluer d'un pas la pratique unitaire du travail de masse commun au débat d'orientation.

C'est ce qu'a souligné Henri Bouyol dans une conférence de presse tenue le 20 août dernier. « Nous accordons une triple importance à cette candidature unique, a-t-il déclaré. Importance nationale car elle concrétise la possibilité d'alliance entre les partis révolutionnaires ; importance départementale car elle permet l'enrichissement des rencontres entre militants dans les entreprises du département et donc favorisera l'unité dans les luttes à venir ; importance locale car dans notre région l'ensemble des activités industrielles sont étroitement liées à l'agriculture, donc subissent deux attaques : celles de la crise économique et celle des solutions que cherche à y trouver le pouvoir en transformant le Midi de la France en un désert à touristes par une désindustrialisation. Localement PC et PS suivent la même voie. Et nous avons notre mot à dire sur ce problème. »

Correspondant Avignon.

Nouvelle attaque contre Hersant

Plaintes des syndicats de journalistes pour non respect de l'ordonnance de 44

Les syndicats de journalistes SNJ, CFTD et FO viennent de porter plainte contre X auprès des procureurs de la République des différentes villes où sont édités les journaux du groupe Hersant. Les journaux concernés par cette plainte sont « Le figaro », « Nord-matin », « Nord-éclair », « Paris-Normandie », « Le havre-press », « Le Berry républicain », « La nouvelle république des Pyrénées ».

Les syndicats fondent leurs plaintes sur le non-respect par les sociétés éditrices — c'est-à-dire par Hersant — des dispositions de l'ordonnance de 1944 concernant l'organisation de la presse. Les articles violés sont divers pour chaque journal. Mais tous ont ceci de commun que leur non respect découle de la volonté de Hersant de cacher juridiquement qu'il est à la tête d'une des plus grosses concentrations que la presse française ait connue.

Dans un communiqué publié hier les syndicats de journalistes « regrettent de devoir porter plainte contre que la loi soit respectée. On s'étonne effectivement que des procureurs n'aient pas cru devoir, comme c'est pourtant leur fonction, faire appliquer et respecter l'ordonnance du 26 août 1944 ». C'est en effet une bonne question...

Après le procès intenté par l'Union des fondateurs et collaborateurs de France-soir contre la vente du journal, les difficultés judiciaires commencent à s'amorcer devant une opération qui paraissait simple. Les plaintes déposées par les syndicats y ajoutent leur part. Ces derniers avaient d'ailleurs annoncé lors de la grève des journalistes de France-soir leur détermination à entreprendre cette action.

Levallois

Police tabou

Mercredi 26 août, plusieurs camarades collaient dans les couloirs du métro à Levallois l'affiche de la LCR dénonçant les « flics du métro ».

Alertée par un chef de station, la police ne tarde pas à intervenir dans un style très « western ». Sept camarades sont interpellés et gardés à vue toute la matinée. Ils devront subir le flot habituel de réflexions sexistes et racistes, en particulier à propos de la photo de l'affiche qui montre des travailleurs immigrés subissant un contrôle de police sur un quai (leur salle de garde s'orne, elle, d'une grande photo de femme nue).

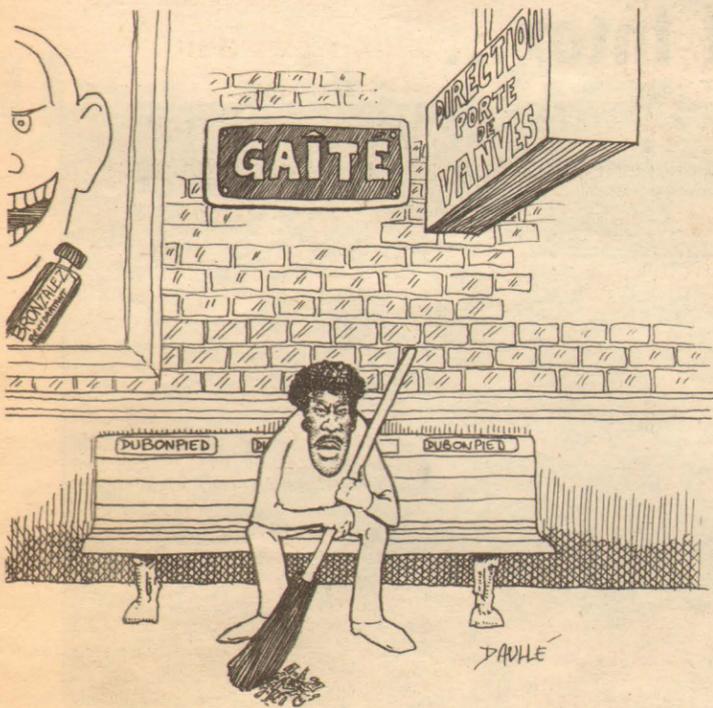
Comme nous l'avons benoîtement l'un des policiers : « Que vous fassiez des affiches sur les partis politiques, nous on s'en fout, mais si vous vous en prenez à nous, on n'est pas prêt de vous faire sortir ! ».

A noter cette perle du même : « Ils parlent sans arrêt de ratonnades d'immigrés. Si ça se trouve, ils sont les premiers à ratonner. Et d'abord, ratonnade, c'est même pas un mot français !... ».

Correspondant

M. Corti

Ceux qui ne partent pas en vacances



Il s'appelle Y.. Il travaille au nettoyage du métro, vous savez, ceux qui ont une grande blouse bleue, avec un numéro qui désigne la société... Il n'est pas rentré dans son pays pour les vacances.

Parce que c'est trop cher. Avec un salaire de 1600 Frs pour 40 heures en moyenne par semaine dans les stations du métropolitain, quand il faut payer le loyer, la nourriture... il ne reste pas grand chose. Alors déboursez les 800 Frs de l'aller-retour Paris-Tunis, plus le voyage dans le village natal, plus les cadeaux à la famille... Et puis il faut affronter la douane tunisienne qui vous accueille...? selon le montant de devises que vous ramenez ! A croire qu'il faudrait travailler nuit et jour pour faire plaisir au ministre des Finances de Bourguiba !

Y. parle de ses camarades de travail : Maliens, Maghrébins, Portugais, qui, pour beaucoup restent à Paris et travaillent pendant les vacances pour un salaire payé à 190 %. De quoi mettre quelques ronds de côté au cas... au cas, par exemple, où on perd son travail et où on a mis plus d'un mois à s'inscrire au chômage, parce qu'on ne sait pas, parce que, dans les bureaux des agences pour l'emploi, les employés surchargés de travail

n'ont pas le temps de bien expliquer, parce qu'il n'y a jamais personne qui parle la langue du pays...

Et pour ceux qui partent, il y a l'angoisse de ne pas retrouver du travail à la rentrée, même si on a un certificat du patron : les patrons du nettoyage qui ne respectent même plus la loi (par exemple, quand le SMIG augmente légalement, ils répercutent la hausse avec trois à quatre mois de retard... c'est toujours ça de gagné).

Comment profiter pleinement de son séjour au pays quand on reste dans « l'incertitude », la peur de se retourner au chômage en rentrant, d'avoir à attendre des heures dans les bureaux...

Chaque avantage, pourtant légal, il l'arracher contre le patron ; par exemple, le certificat de l'employeur donnant droit aux 30 % de réduction pour le voyage. Il a fallu une menace de grève l'intervention du syndicat, de l'inspecteur du travail pour faire céder le patron, pour obtenir ce que la loi accorde.

Et puis, Paris au mois d'août comme pendant les onze autres mois, c'est l'occupation des quartiers populaires par les flics, c'est les colonnes de gendarmes dans le métro ; c'est devenu presque banal ! Voilà quelques petites tranches de vie au mois d'août pour des travailleurs immigrés à Paris.

Hausse des prix

Une inflation exemplaire

Barre entend combattre l'inflation : voilà une grande idée. L'ennui, c'est que l'inflation est une manifestation inévitable du fonctionnement du capitalisme : elle est le seul moyen pour que les grandes entreprises reconstituent leurs marges de profit, car on ne peut plus, dans les sociétés occidentales faire baisser les salaires sans risquer une explosion sociale.

Alors le seul problème qu'essaient de résoudre nos dirigeants, c'est d'avoir moins d'inflation que leurs voisins, sous peine d'érosion de la monnaie, de diminution de la compétitivité, etc.

Pour le gouvernement Chirac, il fallait ramener la hausse des prix à un taux équivalent de celui de l'Allemagne, soit à peu près 5 % ; Fourcade s'était fixé un taux de 6,5 %. L'indice du mois de juin 0,4 %, lui permit de

publier un bulletin de victoire. Bien provisoire puisque l'indice de juillet est lui de 1 %, ce qui n'était pas difficile à prévoir puisque l'ensemble de la forte hausse des prix des services (loyers, transports...) n'avait pas encore été pris en compte.

On en est donc à un rythme qui sur un an sera sans doute de 9 ou 10 %. Et l'indice du mois d'août ne freinera sans doute pas la tendance car il reflète la hausse du pain, du lait, du café, des timbres postaux...

Mais rassurez-vous : Barre aura vite fait de trouver le vrai responsable de la hausse des prix, l'incroyable prétention des travailleurs à voir leur niveau de vie augmenter. Plus que jamais, la lutte pour l'échelle mobile des salaires reste un objectif de combat.

J. C.

Les fédérations CGT du secteur public

Contre la politique d'austérité et de sacrifices

Les fédérations CGT du secteur public (UGFF, PTT, Services publics et Santé) ont déclaré qu'elles « refusent la politique d'austérité et de sacrifices dont le précédent gouvernement avait annoncé l'aggravation et que le nouveau veut s'employer à mettre en œuvre ».

Après avoir affirmé leur accord avec les propositions de la confédération contre l'imposition supplémentaire des salariés elles ajoutent : « Qu'elles développeront encore leur action contre les accords au rabais que le pouvoir et le patronat veulent perpétuer et aggraver sous le vocable de politique des revenus ». Elles réclament donc une « négociation véritable entre le gouvernement et l'ensemble des organisations syndicales sans exclusion ».

Les fédérations de la Fonction publique demandent l'ouverture de négociations sur les problèmes de salaires, de classifications et le paiement « d'un acompte mensuel de 300 F ». (Cette formule ambiguë habituelle à la CGT sert à déguiser l'impact chez les travailleurs de la revendication d'augmentation égale pour tous).

En conclusion, ces fédérations déclarent « qu'elles prennent dès



maintenant toutes leurs dispositions pour promouvoir la mobilisation et l'action unie des fonctionnaires...

Certes il est juste de proposer une plate-forme revendicative basée sur les véritables revendications des travailleurs et de l'opposer à la « politique des revenus » pratiqués par le gouvernement. Mais il ne suffit pas d'invoquer des « dispositions pour promouvoir la mobilisation » pour obtenir de « véritables négociations » basées sur le rapport de forces que crée la lutte des travailleurs, encore faut-il dès maintenant et dans l'unité organiser cette action et donner à la mobilisation toute l'ampleur nécessaire pour obtenir satisfaction.

SUDACIER A TOULON

Après le creux de la mi-août, l'assemblée générale de jeudi matin, a rassemblé à l'appel de la CGT, plus de 80 travailleurs (sur 485) dans l'entreprise toujours occupée (depuis juillet). C'était un peu une AG de rentrée, les travailleurs réunis décidaient la réorganisation des postes d'occupation et de nouvelles actions de popularisation. Pas question d'arrêter la lutte. D'autant plus que les bruits de rachat de la boîte que certains (?) avaient fait courir, se révélaient sans aucun fondement. En effet à la table

ronde de vendredi matin à la Préfecture tout rachat était formellement démenti et la prochaine table ronde est annoncée pour fin septembre. Rappelons que Giscard le 11 juillet affirmait qu'une solution était en vue. Devant un tel mépris de la part des pouvoirs publics, les travailleurs s'apprennent à renforcer leur action. En particulier, le principe d'une manifestation de masse à Toulon, soutenue par les travailleurs d'autres entreprises a été adopté;

correspondant

en lutte

en Août la rentabilisation continue

La détérioration des conditions de travail s'est encore accrue au mois d'août à Paris avec la suppression d'une brigade de distribution du courrier (au service des préposés).

Des actions ont eu lieu dans un certain nombre de bureaux durant le mois d'août, mais jamais il n'y a eu de tentatives des directions syndicales départementales d'unifier et de coordonner les luttes à l'ensemble des bureaux, d'organiser une riposte centrale contre la restructuration des PTT.

Le 26 août, à l'appel des fédérations postales CGT et CFDT, une centaine de postiers se sont retrouvés devant la direction pour exiger des effectifs supplémentaires et l'amélioration des conditions de travail.

Maintenant, il faut préparer la rentrée : une action massive de l'ensemble du personnel pourrait imposer les revendications urgentes (les 35 heures, les effectifs, les 2000 francs mini, les 300 pour tous)

Correspondant PTT

Schlumpf-Alsace les mauvaises surprises de la rentrée

la direction a annoncé une réduction d'horaire hebdomadaire de 40 à 32 heures pour l'établissement de Mulhouse. Cette réduction concerne 210 personnes sur 490, toutes employées dans les ateliers de filature. Dans les ateliers de teinture et de bobinage, le temps reste à 40 heures. Justification : « baisse des commandes et absence de capitaux ». Cela n'empêchera pas Monsieur Schlumpf de collectionner les Bugatti jusque dans son salon.

La CFDT s'est prononcée pour un refus de toute solution partielle au niveau de l'emploi et pour le maintien du plein emploi. Elle compte présenter le dossier économique devant tout le personnel et souhaite rencontrer le ministre de l'industrie.

Correspondant

Les derniers méfaits de Durafour au travail

Durafour quittera son poste au ministère du travail avec la conscience de la tâche bien remplie. Jamais on n'avait vu autant de zèle à soutenir la politique anti-syndicale du patronat. La dernière victime en date, c'est Daniel Torquéo, de l'usine textile de Flixecourt (groupe Saint-Pierre-Agache Willot). Cette décision annule le refus du comité central d'entreprise du groupe et de l'inspection du travail. En février dernier, les travailleurs avaient réagi à l'annonce du licenciement par une grève totale de quinze jours. La fédération CFDT-Hacuitex appelle les travailleurs du groupe à réagir à nouveau contre cette grave atteinte aux droits syndicaux.

Ford-Bordeaux

Hier matin à la reprise du travail, les ouvriers de Ford (boîtes de vitesse) à Bordeaux ont débrayé pendant trois heures pour protester contre les heures supplémentaires qui leur ont été imposées durant la permanence effectuée en août.

Correspondant

TRIBUNE des luttes

« A Natel, Lyon, filiale de la BNP, opération centre mort.

Le personnel du centre de Lyon de Natel, filiale informatique de la BNP, s'est mis en grève aujourd'hui, à plus de 95 %, pour s'opposer aux 22 licenciements demandés par la Direction.

L'inspection au travail devrait donner sa réponse aux environs du 4 septembre.

Une action d'envergure nationale, touchant les centres NATEL, et les salariés de la BNP, pourrait avoir lieu la semaine prochaine.

Les salariés savent que la BNP possède les moyens de rentabiliser sa filiale en lui donnant en priorité ses propres travaux de sous-traitance, alors qu'actuellement, la BNP privilégie la concurrence.

C'est parce que la responsabilité de la BNP est totale, dans cette affaire, que des opérations d'affichages ont été faites à plusieurs reprises (notamment le 24 août) sur les façades de toutes les agences BNP de Lyon, Villeurbanne et Caluire.

Ces affiches prennent à témoin les clients de la BNP des gaspillages et de la politique de gestion de la BNP, qui n'hésite pas à licencier, alors qu'elle a les moyens de redresser la situation (qui n'est pas critique) de NATEL sans investissement nouveau.

La CFDT, pour sa part, pense que l'Informatique doit être démystifiée. Ce n'est pas une branche professionnelle privilégiée, pour plus de 80 % du personnel. Aux salaires de misère, au travail déqualifié, parcellaire et répétitif, s'ajoutent de plus en plus l'arbitraire et l'insécurité.

Section syndicale CFDT
NATEL - NTI
7, rue Louis Guérin
69 100 Villeurbanne

AVORTEMENT

Lettre ouverte à Simone Veil

« Votre loi est inapplicable »

Un an et demi après le vote de la loi Veil, les avortements en hôpital et dans de bonnes conditions restent très rares : une enquête effectuée par le MLAC en mars dernier, concluait qu'un grand nombre d'hôpitaux parisiens refusaient de pratiquer les interruptions de grossesse. Dans les cliniques, qui acceptaient plus souvent de les pratiquer, les prix montaient en flèche.

En province, la situation n'est pas meilleure : à Aix-en-Provence où des militantes du MLAC sont inculpées pour l'avortement d'une mineure, l'hôpital accepte deux femmes, sur dix qui demandent à être avortées...

Madame,

Vous avez fait voter une loi permettant l'interruption volontaire de grossesse jusqu'à 10 semaines, les 24 novembre 1974.

Qu'en est-il en réalité ?

Pour ma part, je tiens à vous faire connaître les nombreuses démarches qu'il m'a fallu faire afin d'interrompre la grossesse d'un septième enfant.

9 juin 1976 : consultation chez un médecin qui constate un état de grossesse de 6 semaines, et qui me délivre un certificat d'interruption volontaire de grossesse (IVG)

15 juin 1976 : rendez-vous à la maternité du Havre, où l'on m'annonce après une heure et demie d'attente, qu'il n'y a pas de place pour moi. La secrétaire me dirige donc vers la clinique de Bolbec (à 30 km du Havre)... 7ème semaine !

24 juin 1976 : rendez-vous avec le médecin de la clinique de Bolbec qui confirme un état de grossesse de 8 semaines, mais qui refuse de me prendre faute de place... 8ème semaine + 2 jours.

Il me reste deux solutions : me poser une sonde moi-même ou aller en Angleterre comme me l'a conseillé mon médecin. C'est en fait avec l'appui et les relations de militantes du Groupe Femmes, que j'ai pu contacter un médecin de Rouen (90 km du Havre), qui a réussi après de nombreuses difficultés à me faire admettre dans la journée du 29 juin 1976, dans une clinique privée, où j'ai enfin été avortée à la fin de ma 9ème semaine de grossesse.

Coût de l'intervention : 300 F ; consultations médicales : 90 F ; frais de déplacements (car et voiture) : 80 F ; journée d'absence au travail : 250 F ; prix de l'intervention : 850 F.

Tous ces frais (1 270 F) sont à retenir sur un salaire de 1 550 F net pour 50 heures de travail dans l'hôtellerie. Comment ?

Pour une ville de 250 000 habitants où l'on enregistre par semaine 25 demandes (celles des femmes qui ont osé entreprendre une telle démarche... et les autres ?) 10 seulement pourront être satisfaites : Pourquoi ?

Votre loi est inapplicable faute de moyens (crédits insuffisants, médecins refusant d'appliquer la loi.)

Votre loi est discriminatoire, qui peut se payer un avortement à 700 francs, comme vous le prévoyez, Madame...

Danièle D. Militante d'un Groupe Femmes et Les Groupes Femmes du Havre

Centres aérés de Paris

Intoxication et Intox...



Centre de loisirs à Bobigny (photo Viva)

Alors que la presse a beaucoup parlé cet été de la misère des centres aérés de Paris, elle s'est tue presque complètement à propos de l'intoxication alimentaire du Centre Vincennes Plaine mardi dernier.

Aujourd'hui encore pourtant ce sont près de 90 enfants qui sont hospitalisés, atteints de fièvres, vomissements, diarrées, sans qu'aucun diagnostic officiel n'ait été annoncé. Il faut revenir sur les faits et leur théâtre.

Le Centre Aéré Vincennes Plaine

Un centre de Paris comme un autre. A cinq minutes de la ville sur les paillasons jaunés du bois de Vincennes, derrière sa palissade de bois et dans la poussière... Vincennes Plaine ce sont 10 tentes en plein soleil, 20 robinets et un savon, pas d'eau chaude, 20 cuvettes de WC rarement lavées et jamais désinfectées, des lits de camp sales et inconfortables pour la sieste obligatoire des « maternelles », près de 50° dans les tentes au moment des repas, voilà pour l'infrastructure.

C'est trois piscines en plastic de 2 mètres de diamètre pour les 200 enfants, des ballons et

un moniteur pour 10 ; voilà pour les loisirs. C'est une eau polluée qu'on a cru un moment responsable de la maladie, c'est un verre de lait au goûter, un thermomètre et une bouteille d'alcool à 90°C, voilà pour la santé.

Et puis, il a un pique-nique, seule sortie du mois pour ces enfants de maternelle. Ce pique-nique c'était mardi. Menu : œuf, beefsteak haché, tarte.

Mercredi, après le « festin », les enfants tombent comme des mouches. Ils sont dès le soir près de 50 hospitalisés. Des signes apparents de la maladie, personne ne semble capable de tirer un diagnostic, la Préfecture de Paris reste silencieuse et se contente de commander une analyse. Pendant ce temps, les enfants hospitalisés sont dispersés aux hôpitaux Trousseau, Herold, St Vincent de Paul, Bretonneau, etc.

Pas de panique !

A la Préfecture, on ne sait pas de quoi il s'agit... donc le centre reste ouvert.

Judi, le centre de la Plaine, lieu de contagion, accueille une centaine

de rescapés. Pendant que l'ensemble des monitrices se mobilisent et demandent la fermeture pour désinfection, anal, se, etc... Les enfants du Centre Aéré Boulogne-Longchamp en visite au musée des Arts africains viennent déjeuner en visite dans le centre contaminé. Ils profitent sans doute du « vide » laissé à table ?

Là aussi, la quasi-totalité des moniteurs et monitrices refusent de pénétrer et demandent la fermeture du centre aux représentants de la Préfecture présents sur les lieux.

Un certain Lavisse, directeur du centre Boulogne-Longchamp « prend ses responsabilités » et fait pénétrer les enfants dans le centre contaminé. Une visite touristique en quelque sorte.

A 17 heures, le lendemain, on apprend que la Préfecture ferme le centre de la Plaine pour le désinfecter, pas rapides les gus !

Trop tard

Une vingtaine d'enfants de plus sont contaminés et s'ajoutent aux 50 du mercredi. Vendredi, d'autres cas se déclarent encore. Ils sont 90 le 27 août.

Pendant que les communiqués se veulent rassurants, les parents sont laissés dans l'ignorance, certains enfants sont placés dans des « cages » sous perfusion...

Vendredi, les rescapés sont amenés dans un autre centre. Les monitrices dont l'une est enceinte ignorent toujours la nature de l'infection. A 17 heures, elles encerclent la tente du directeur du centre et menacent de ne pas ramener les enfants aux parents tant qu'elles ne seront pas informées. La nouvelle tombe : fièvre para-typhoïde. Elle est immédiatement démentie par la Préfecture qui n'oppose cependant aucun autre diagnostic, sinon son incompétence !

103 plaintes :

Et maintenant ? On ne saura pas tout de suite si la contagion est finie, les rescapés n'ayant pas été placés sous contrôle médical. Cent trois parents vont porter plainte, ils peuvent déjà compter sur le soutien du personnel, ils doivent avoir celui aussi des organisations politiques et syndicales.

Il faut se battre pour d'autres centres aérés, des centres où le plaisir des enfants ne se prend pas au risque d'une intoxication dans la crasse et l'indigence.

P. V.

LOGEMENT

Expulsion à Sarcelles

On expulse Bd. Allende, dans les H.L.M. de Sarcelles dépendant de la SCIC (filiale de la caisse des dépôts). Trois personnes, 2 enfants et une femme au chômage. Classique. Hier matin, l'huissier est venu saisir les meubles. Dans l'après-midi, alors que le maire communiste alerté « occupait » l'appartement, trois cars de flics gardent les accès de l'immeuble pour empêcher toute personne étrangère à l'immeuble de rentrer.

Cent cinquante personnes étaient rassemblées en permanence et une manifestation a eu lieu hier soir à 18 heures avec une allocution du maire. Les expulseurs ont reculé.

Mais les meubles saisis, qui les fera restituer ? un camarade a proposé de faire comme dans le film de Renoir où les communistes sabotaient une vente aux enchères. Sourires des permanents du P.C. Les temps changent mais on expulse toujours.

Météo et politique

Inondation sur fond de sécheresse

Des orages très violents ont provoqué dimanche soir une importante crue de l'Ardèche. La côte de la rivière est montée en certains endroits de plus de 5 mètres en une nuit.

De nombreux campeurs ont dû être évacués pendant que deux caravanes ont été emportées par les eaux et qu'une troisième a été submergée. Dans les gorges de l'Ardèche, il y a eu des sauvetages délicats, les vacanciers étant coincés entre la rivière et la falaise. D'autres qui s'étaient réfugiés dans une grotte ont été secourus par les pompiers au moment où l'eau commençait à y pénétrer.

Inondations de cultures, de caves, coups de foudre sur les transformateurs, éboulements de terrain, automobilistes immobilisés. Voilà pour l'Ardèche qui doit maintenant lutter contre une crue d'une rivière jusqu'ici assé-

chée, après plus de 700 incendies en deux mois qui ont détruit 10 000 hectares de terre et forêts. Pour l'Ardèche, cette année, ce seront les pires prévisions des écologistes qui se seront réalisées, un climat en principe inconnu sous nos latitudes.

De même dans le Gard, les pluies incessantes qui tombent depuis trois jours ont provoqué une crue de la Cèze, assortie d'inondations de cultures. Tandis que des champs de haricots ou des pieds de vignes sont recouverts d'eau, des chemins ruraux sont coupés et des campings ont été évacués.

Dans l'Ouest, qui elle n'a pas connue de pluies depuis des mois, des orages et une zone de pluies sont apparus le 29 août, mais la météorologie a annoncé qu'elles entraineront pas la fin de la sécheresse, le temps devant redevenir beau et chaud dès le

début de cette semaine.

A propos des conséquences agricoles de la catastrophe climatique de cette année, et des mesures gouvernementales d'indemnisation, la Fédération Générale de l'Agriculture CFDT déclare qu'il « n'y a pas de solidarité professionnelle entre agriculteurs : un céréalier de plus de 200 hectares gagne 140 fois plus qu'un éleveur de 30 hectares ». La FGA-CFDT « n'acceptera pas que les salariés agricoles soient quatre fois les victimes : du patronat agricole - l'un des plus réactionnaires de France, de la crise, de la sécheresse, et en plus de l'impôt au titre de la prétendue solidarité nationale ».

C'est en effet avec un impôt supplémentaire que tous les salariés qui gagnent plus de 2 000 francs paieront, que le gouvernement entend réparer les dégâts de la sécheresse, des incendies et des pluies torrentielles...

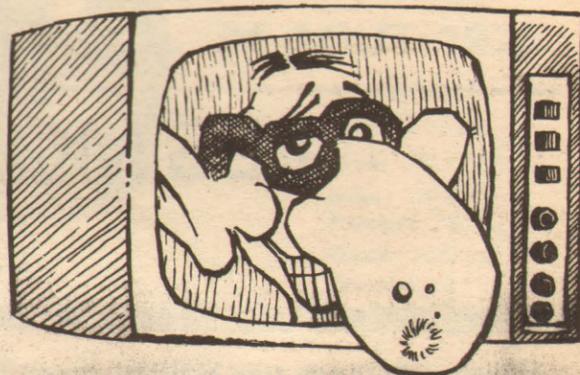
dessinateurs fous et mondes étranges



« Le vaisseau de Pierre » - Christin Bilal paru dans *Pilote mensuel* n°26



J.F. Vilar « Mirages » de Druillet (humanoïdes associés)



télévision

TF 1

- 12.30 Le Francophonissime
- 13.00 Journal
- 13.45 Objectif santé
- 14.00 Paul Temple (série)
- 14.50 L'imagination au gapop
- 17.45 Pour les jeunes
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Une minute pour les femmes
- 19.45 Le village englouti
- 20.00 Journal
- 20.30 Festival de musique aux armées
- 21.30 Le sens de l'Histoire
- A droite... droite!
- 22.30 Journal
- présentez armes!

A 2

- 15.00 Flash journal
- 15.05 Aujourd'hui Madame
- 15.55 Mission impossible (série)
- 16.45 La mer et les hommes
- La plaisance
- 17.45 La sorcière bien aimée (série)
- 17.45 Vacances animées
- 18.15 Ce jour-là j'en témoigne
- 14 juillet 1943 : « Défense de la France »
- 18.40 Le palmarés des enfants
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 Bonjour Paris (feuilleton bête et gentillet)
- 20.00 Journal
- 20.30 Les dossiers de l'écran
- Film : une dépêche pour Reuter. Film américain de W. Dieterle de 1940. La vie du fondateur de la première agence de presse vue sous un angle un peu romanesque par un réalisateur de talent et interprétée par un acteur génial : E.G. Robinson
- 22.15 Débat
- 23.15 Journal

FR 3

- 18.45 Pour les jeunes
- 19.05 Magazines régionaux
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Le XIX^e siècle romantique
- Eugène Delacroix
- 19.55 Flash Journal
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Le tombeau hinfdou
- Film allemand de Fritz Lang de 1958
- La suite du Tigre du Bengale diffusé la semaine dernière. Sous les apparences d'un film de série à l'exotisme facile, il s'agit d'un chef d'œuvre où Lang a repris ses thèmes habituels.
- 22.10 Journal

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge » 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°.....

VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F

Chèques à libeller à l'ordre de Pierrette Chenot et à envoyer à l'adresse du journal

CCP Paris 4 501 42 R

Métal Hurlant : Le censeur fou veut encore frapper

Métal Hurlant est un des plus beaux fleurons de la nouvelle littérature dessinée. La revue animée par les « Humanoïdes Associés » Dionnet, Giraud, Druillet et Farkas est spécialisée dans la science-fiction. Elle assure à chaque parution la collaboration des meilleurs dessinateurs du moment. Ce qui ne l'empêche nullement d'offrir un tremplin de choix à toute une série de jeunes dessinateurs. On a déjà parlé dans *Rouge* des dessinateurs « vedettes » de *Métal*, Gir et Tardi. Il est donc inutile d'y revenir aujourd'hui. Ce qu'il convient par contre de souligner c'est le danger qui plane actuellement sur cette revue. Récemment interdite à la vente aux mineurs elle est menacée d'étouffement. Sa vente dans les kiosques risque fort de se voir entravée. Une décision purement arbitraire, prise sur la base de la loi absurde qui fait dépendre toute publication dessinée d'une commission de contrôle veillant à la sauvegarde morale de la jeunesse, peut tout simplement torpiller une des meilleures revues de BD existant actuellement. Le scandale est de taille. Il serait dommage qu'il n'indigne que les amateurs de « petits mykeys ».

autre

On ne le trouve pas dans tous les kiosques. Issu de la contre-presse régionale (La Criée) il ne se vend que dans le midi, et encore pas partout. Mais on peut s'abonner. Ça vaut le coup. Car elles sont de très grande qualité ces chroniques d'une autre terre, dans une autre dimension qui nous sont proposées.

Pour se procurer *Autre* écrire à Daniel Rougé, 6 rue du Maréchal

Les mirages de Druillet

Le premier album de Philippe Druillet, *Les aventures de Lone Sloane*, édité par E. Losfeld dans la foulée de *Barbarella*, la BD scandaleuse (et censurée) de l'époque, n'avait retenu l'attention que de quelques amateurs éclairés. Ses albums postérieurs, *Les 7 voyages*, *Déliarius*, ont connu un plus large écho. Ils ont aussi suscité quelque étonnement. Il y avait là des planches comme on en avait jamais vu, brisant toutes les conventions de découpage habituelles à la bande dessinée. Des planches détaillées, minutieuses, jusqu'à en devenir obsessionnelles. Druillet créait un monde imaginaire et fou et le soumettait à des lecteurs partagés entre l'admiration et l'inquiétude. C'était complètement dingue. C'était superbe. L'album *Yragael* a marqué un sommet, mais aussi le début d'une pente savonneuse. Un peu lassé peut être de ses propres fantasmes, Druillet y refourrait déjà subrepticement quelques vieilles planches, à peine retouchées.

Depuis, il piétine. Ses planches récentes, publiées dans *Phoenix* ou dans *Métal Hurlant* ont agréablement surpris par leur

spontanéité. C'était, après le délire super-chiadé des Lone Sloane, un jet spontané. Des histoires drôles, souvent parodiques, rompant résolument avec la juxtaposition des grands tableaux statiques de la période antérieure. Mais il a fallu déchanter. Les histoires sont vite devenues médiocres, les planches sont maintenant presque bâclées. On cherche, un peu surpris, les traces de la virtuosité passée. Les planches que Druillet donne régulièrement à *Rock and Folk* donnent tout au plus la nostalgie de son âge d'or.

Elles sont laborieuses plus que brillantes. Druillet a été de ceux qui ont apporté un souffle nouveau à la BD. Tout se passe comme s'il s'était lui-même piégé dans ses superbes labyrinthes. On attend confiant tout de même.

Bibliographie

Lone Sloane. Ed Eric Losfeld
Les 7 voyages de Lone Sloane. Dargaud
Déliarius. Dargaud
Yragael. Dargaud
Mirages. Humanoïdes associés.

Enki Bilal : Des monstres et des promoteurs

Sans être tout à fait un débutant, Enki Bilal est un « jeune » de la bande dessinée. Après avoir longtemps publié de courtes histoires inspirées de Lovecraft dans « *Pilote* » (réunies dans l'album : « *L'Appel des Étoiles* ») il s'est lancé dans une bande de longue haleine : « *La croisière des oubliés* » qui marque en fait sa maturité de dessinateur. Le scénario écolo-fantastique de Christin (également scénariste de « *Valerian* », dessiné par Mézières) lui a permis de donner pleinement la mesure de son style, parfaitement adapté à un fantastique échevelé. Enki Bilal, depuis, nous régale de ses planches touffues, de ses cases surabondamment hachurées, où chaque coin vide est bon pour montrer une ride expressive ou une vilaine tentacule ; et tout cela sans que jamais la composition d'ensemble manque de rigueur. Il excelle dans les scènes tourmentées, les paysages de brumes et de vents où minéral et végétal se confondent et s'animent dans une même lutte contre l'humain trop envahissant.

Peu à peu Bilal se dégage de toutes ses influences. Parmi les plus honorables,

on repère facilement celle de Jean Giraud (Blueberry, Arzach). La bande qu'il donne actuellement dans « *Pilote mensuel* », « *Le vaisseau de pierre* » suffit largement à justifier qu'on se procure ce journal dont le niveau d'ensemble à pourtant bien baissé. Le trait de Bilal correspond parfaitement à la légende bretonne inventée pour la circonstance parle très prolifique Christin. Des monstres cachés sous les menhirs y mettent en déroute les rapaces promoteurs, des entités terrifiantes, propriétaires du terrain de toute éternité, mènent la lutte régionaliste au côté des marins pêcheurs. Cette variation fantastique sur des thèmes de lutte bien réels est l'occasion d'une bien belle histoire. Et pour Bilal une possibilité de plus de dessiner les horribles monstres qu'il semble tant aimer. C'est bien le plus déconcertant des dessinateurs politiques qui s'exprime là.

Bibliographie :

« *L'Appel des étoiles* » Editions Minoutsy-chine
 « *La croisière des oubliés* » Ed. Dargaud
 « *Le vaisseau de pierre* » *Pilote* - Dargaud



La crise de l'Eglise catholique (3)

LES MOUVEMENTS CATHOLIQUES D'EXTREME-GAUCHE

« Soyez de bons marxistes et laissez-nous Jésus-Christ »

M. Clavel in « Dieu est Dieu, nom de Dieu »



Mgr Lefebvre. Sera-t-il le 39ème anti-pape ? La réponse un de ces jours.

Les réactions après la messe noire de Lille Le bréviaire de l'extrême-droite

La presse continue à faire ses gros titres sur la messe de Lille et le schisme dans l'église. Gonflée par les médias, l'affaire Lefebvre est aujourd'hui utilisée pour rassembler toute la vieille droite avide de tradition et d'ordre, et toujours prête à dénoncer partout le communisme et la subversion.

Aujourd'hui l'affaire rebondit : Mgr Lefebvre va être excommunié ; ce sont de hauts dignitaires de Rome qui l'annoncent. Mais « l'excommunication publique et solennelle » ne peut être signée que par Paul VI lui-même, qui pour l'instant garde le silence.

De toute façon, tout cela était prévisible comme le déclare un abbé québécois : « la Vierge avait annoncé que Rome perdrait un jour la foi ».

Pas de surprise du côté des défenseurs de Lefebvre...

Jean d'Ormesson, dans *Le Figaro* de lundi, vante la « haute piété » et le « courage indomptable » de Lefebvre. « En face de tant de prêtres qui ne croient plus en Dieu et qui ne voient dans la religion qu'un instrument politique, Mgr Lefebvre donne l'exemple d'un retour aux sources fraîches et pures de la ferveur originelle... L'église, poursuit-il, à l'extrême opposé des progressistes de tout poil, doit vomir toutes les politiques ». D'Ormesson prend la peine tout de même de préciser « qu'il est faux de dire que le Pape soit l'instrument du communisme, du marxisme ou de la franc-maçonnerie ».

Autre fervent défenseur de Lefebvre : l'abbé Ducaud-Bourget, qui vient d'être suspendu de l'ordre de Malte, et dont un hebdomadaire italien vient de publier la photo en compagnie du fasciste Buonocore recherché par la police italienne. Même son de cloche au Parti des Forces Nouvelles, où l'on s'étonne du « contraste entre les rigueurs exercées contre Mgr Lefebvre et la

tolérance montrée par l'épiscopat pour des exhibitions dans les lieux de culte, des collusions avec des marxistes athées ».

Dans la presse et les milieux de gauche par contre, on ne semble pas s'apercevoir du rassemblement politique qui s'opère derrière Lefebvre.

L'Humanité ne voit dans la messe noire de Lille « qu'un anathème jeté contre le concile Vatican II ». Pas un mot sur les propos racistes et fascistes tenus par Lefebvre durant son homélie, ni sur la nuée de militants d'extrême droite vendant leur presse à la sortie de la messe.

Seuls les radicaux de gauche, par la bouche de Guy Genesseeux, secrétaire du mouvement, ont dénoncé le caractère politique de la messe de Lille. « La vieille droite classique cherche à renaître de ses cendres, comme chaque fois qu'un régime conservateur connaît des difficultés. S'opposant aux marxistes, aux francs-maçons, aux progressistes et, en fin de compte, à tout ce qui bouge, réclamant des solutions du type argentin et pourquoi pas du type chilien, on voit où veulent nous mener les amis politiques de Mgr Lefebvre... La gauche doit être vigilante, car devant la grave crise économique que connaît actuellement la France, certains hommes politiques pourraient avoir la tentation de souffler sur les cendres de ce feu, afin d'attiser les vieilles haines. Cela pourrait permettre ainsi de déplacer le centre de gravité des problèmes actuels des français ».

Lefebvre quant à lui, garde le moral, malgré son excommunication. « Je ne suis pas isolé » a-t-il déclaré dimanche, « je suis avec vingt siècles d'église, avec tous les saints du Paradis et je suis sûr qu'ils se réjouissent de l'assemblée d'aujourd'hui ».

Le concile Vatican-II n'a fait, en définitive, qu'entériner - partiellement - un certain nombre d'idées pour lesquelles de nombreux chrétiens progressistes se battaient depuis des années. Ce qu'on a appelé « théologies de la libération » recouvre en fait des débats sur l'Eglise menés par des chrétiens animés du désir de réformer l'Eglise de l'intérieur ou de l'extérieur.

Même si les différentes théologies de la libération n'étaient que la traduction de prises de conscience inégales (touchant l'ensemble des pays confrontés à la persistance d'un phénomène religieux important), on peut cependant retrouver une préoccupation constante, qui est la nécessité d'adapter la théologie à la pratique. Jusqu'à présent, c'était la foi, coupée de toute interaction sociale, qui descendait de la hiérarchie catholique aux fidèles, alors que les progressistes demandaient que l'élaboration de cette foi se fasse à partir d'une « pratique sociale » qui envahisse le champ religieux et le modifie en partant de l'expérience quotidienne.

L'autre grande idée était de revenir sur la distinction foi/religion à l'aide de l'analyse marxiste sur la religion « opium du peuple ». Il découle de cette analyse qu'il faudrait se débarrasser de la religion pour retrouver une « foi » qui serait, elle, compatible avec l'action révolutionnaire, voire même sa source. Cette idée détermine un engagement politique « de gauche » où les chrétiens progressistes voient la seule justification à leur foi. Ils s'investissent dans les syndicats ouvriers, dans les partis politiques et créent des groupes de réflexion, voire des groupes de pression qui servent à l'élaboration théorique sur l'Eglise. On comprend mieux alors pourquoi, dans les milieux catholiques de gauche, l'affaire Lefebvre ne suscite que peu d'intérêt ; les progressistes préfèrent laisser l'Eglise officielle dans les affres du schisme, et comme le disait le secrétaire général de la JOC : « Au lieu de s'occuper de Lefebvre, on ferait mieux de s'occuper du coût de la vie et de l'emploi ».

Les groupes progressistes

Il ne servirait à rien de procéder à une classification - forcément incomplète - des groupes de chrétiens engagés et de leur influence. On peut cependant citer, pour mémoire, certains parmi les plus structurés et les plus influents : TC (Témoignage Chrétien), la JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne), Chrétiens Marxistes et Chrétiens Critiques restent sans doute les plus importants. Certains

d'entre eux ont aussi participé à la création d'un mouvement international appelé CPS (Chrétiens pour le Socialisme), dont le but était de « rassembler dans un mouvement populaire les chrétiens engagés dans le combat pour le socialisme ».

Ces mouvements, d'une manière générale, éditent des revues hebdomadaires ou mensuelles, et vivent des cotisations et des abonnements à leur presse dont le tirage est parfois loin d'être négligeable. TC, par exemple, tire à 70 000 exemplaires.

Confrontés de plus en plus à la montée des luttes ouvrières dont ils sont souvent partie prenante, utilisant le marxisme comme outil d'analyse de la religion, ces groupes doivent faire face de plus en plus fréquemment à des contradictions qu'ils assument plus ou moins bien. Cela va du « Jésus-Christ était le premier révolutionnaire » à « le terme « foi » ne veut pas dire grand-chose » d'un militant de CPS.

Notre attitude

L'éventail des positions au sein d'un même groupe est parfois très large et il s'agit de savoir quelles réponses nous pouvons apporter à des militants chrétiens.

Il va de soi, pour commencer, que nous luttons en permanence contre la religion d'une part et contre l'appareil ecclésiastique d'autre part. Non par anticléricalisme borné, mais parce qu'une analyse marxiste du rapport société/religion mène logiquement au refus de la pesanteur fataliste que les textes bibliques font peser sur le monde depuis 2 000 ans. Cette position ne doit cependant pas nous détourner de la nécessité de débattre avec les chrétiens qui s'affirment révolutionnaires et le montrent dans la pratique. Mais on ne peut pas se contenter de dire que la foi serait du domaine privé. Elle présente en effet des implications concrètes qui ne sont pas sans danger : c'est l'idée assez répandue dans les milieux catholiques progressistes selon laquelle il existerait un lieu privilégié (l'Eglise réunificatrice), sorte de terrain d'entente où la lutte des classes passerait au second plan pour que puisse s'affirmer une foi commune, toutes positions de classe confondues. Il va de soi que nous n'entrons pas dans cette logique qui recouvre une pratique et mystificatrice.

Les catholiques progressistes apparaissent souvent comme des « athées honteux ». Quand on leur demande quel est le poids résiduel de la religion dans leur conscience, on s'attire inévitablement des réponses gênées, esquivant volontiers le problème : « Ça ne m'intéresse pas, je me contente de faire du fait religieux une analyse mar-

xiste » (militant CPS) ou « Savoir si j'ai ou non la foi ne me paraît pas le problème primordial » (militant TC).

La religion s'apparente de plus en plus ici au boulet que l'on traîne et on sent bien le poids de l'éducation et du conservatisme latent. Confrontés quasi quotidiennement à des militants catholiques, nous devons donc leur demander de faire un choix, qui s'exprime. On ne peut à la fois admettre l'existence d'un fait religieux oppressif par essence et porter sur la société une analyse marxiste. Il faut choisir, matérialisme ou idéalisme. Vis à vis des organisations, nous acceptons le débat et la pratique en commun dès lors qu'elles se désignent comme organisations du mouvement ouvrier et non comme lieux de collaboration de classe cléricaux, et nous cherchons à la fois dans le débat et la pratique - et non dans un rejet sectaire - la démonstration du caractère inopérant de la foi. Marx disait en effet que le marxisme n'est pas anticlérical, mais qu'il supprime l'utilité de la religion.

Un dialogue dans les deux sens

Enfin, nous devons accepter que ce dialogue aille dans les deux sens. Car le mouvement catholique révolutionnaire nous questionne à sa manière. Si des révolutionnaires, fussent-ils chrétiens, font encore la part belle à l'idéalisme dans la foi, c'est sans doute parce que nous apportons parfois aux grands problèmes du moment des réponses insuffisantes ou équivoques. Cela rejoint le débat sur quel type de militantisme et quel socialisme nous voulons. Ce socialisme sera matérialiste et nous devons le montrer dans les faits. On se rend d'ailleurs bien compte que plus on tend vers une analyse scientifique de la société (rationalisme) plus on évacue le « sacré » (la foi) des derniers endroits où il se réfugie.

De la même manière nous aurions tort de négliger la part d'idéalisme qu'on peut trouver dans nos propres rangs. Nous n'en sommes pas à l'abri. Et on décèle facilement sur les concepts de « Révolution » ou de « Communisme » un certain idéalisme, même chez des militants révolutionnaires athées. Ceci doit nous renforcer dans la conviction que seul le matérialisme et son prolongement (l'application concrète de notre pratique dans les luttes quotidiennes) pourra évacuer chez certains de nos camarades les derniers vestiges de religion.

Bernard PRADES



Le rassemblement de la JOC du 19 juin 1976 (photo VIVA)